

WILLY DIT:

NOTRE SYSTÈME DE
SANTÉ EST-IL MALADE?



Qualité grâce à la concurrence

Notre système de santé publique fait partie des meilleurs, mais aussi des plus chers du monde. L'étatisation croissante de la santé publique encourage les exigences et fait monter les primes. Ce système comporte de fortes incitations contre-productives qu'il s'agit d'éliminer. La responsabilité individuelle doit être renforcée. La mise sous tutelle des citoyennes et des citoyens sous le prétexte de la prévention doit cesser, car elle prend des traits de plus en plus grotesques. Il faut mettre fin à l'activisme de l'Office fédéral de la santé publique.

Santé publique surréglementée

Une société où l'espérance de vie augmente et un progrès médical qui offre sans cesse de nouveaux traitements sont autant de facteurs qui encouragent la consommation de prestations médicales. L'obligation de s'assurer contribue, elle aussi, à maintenir la demande de prestations médicales à un niveau élevé. Il serait pourtant faux de faire intervenir encore une fois l'Etat. Les réglementations, la bureaucratie et l'interventionnisme des pouvoirs publics restreignent la responsabilité individuelle et empêchent le développement d'une économie privée novatrice.

Les excès du catalogue des prestations

Dans le secteur des caisses-maladie, il n'est aujourd'hui plus question d'un contrat individuel entre le patient et son assurance, mais on a affaire à un catalogue de prestations fixé par l'autorité politique. L'Etat décide à la place du médecin et du patient quel traitement est «efficace», «adéquat» et «économique». Forcément dépassés par cette exigence, les élus politiques ne voient pas d'autre solution que d'allonger constamment le catalogue par de nouvelles prestations médicales sympathiques. Mais les patients, les médecins, l'industrie pharmaceutique et les entreprises de technique médicale veulent eux aussi placer leurs souhaits dans ce catalogue. Cette tendance à couvrir en permanence tous les risques de maladie possibles et imaginables et chaque besoin particulier a provoqué auprès de la population une «mentalité casco complète» qui affecte gravement le sens de la responsabilité individuelle.

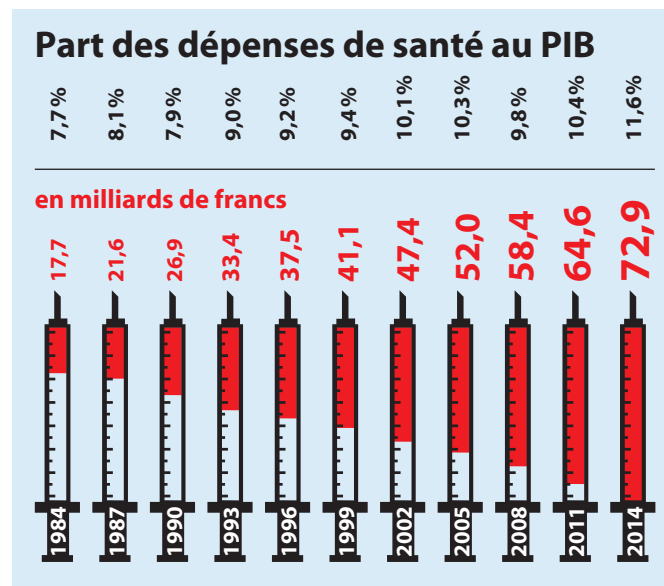
L'onéreuse manie de la prévention

L'étatisation de la santé publique et la bureaucratie qu'elle génère coûtent de plus en plus cher. Entre 2014 et 2018, les dépenses de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) ont augmenté de 418 millions de francs pour atteindre 3,1 milliards selon le plan financier. Cette hausse est en partie motivée par les activités générales de prévention de l'OFSP. Les fonctionnaires de la santé et les experts autoproclamés de l'OFSP se sont fixés pour

objectif de nous faire vivre plus sainement moyennant des lois et d'onéreuses campagnes. Rien n'échappe à cette manie de la prévention: le tabac et l'alcool sont suivis par les lasers, la lumière et les sons, puis viendront sans doute le sucre, les matières grasses et la viande. Des études et des campagnes d'information douteuses et à motivation idéologique absorbent des sommes d'argent de plus en plus grandes.

Eliminer les incitations contreproductives

L'UDC se bat contre la centralisation et l'étatisation de la santé publique. Il faut empêcher de nouvelles interventions de l'Etat, de nouvelles lois, de



nouveaux organes de contrôle et la centralisation des compétences auprès de la Confédération, tendances qui, aujourd'hui déjà, entravent la concurrence et génèrent des incitations contreproductives. Refusant de faire confiance à des citoyens adultes, les apôtres de l'OFSP souhaitent intervenir dans les compétences cantonales en politique de la santé. Il faut stopper cet activisme. Le rôle des cantons doit être redéfini et limité à quelques tâches essentielles de surveillance et de contrôle. L'UDC plaide en faveur d'une claire répartition des rôles et le règlement des conflits d'intérêts. Conclusions: il faut donner une plus grande autonomie aux hôpitaux; les tarifs doivent être négociés par les partenaires tarifaires et éventuellement autorisés par une instance judiciaire indépendante.

Renforcer la responsabilité individuelle

La concurrence et la liberté contractuelle doivent être les principes de base appliqués dans la santé publique comme dans d'autres domaines. Il faut renforcer la responsabilité individuelle, donc aussi augmenter la participation aux coûts, pour empêcher des exigences excessives. La priorité doit être donnée aux rapports personnels – et aux responsabilités directes qui en découlent – entre le médecin et le patient, entre le pharmacien et le client et entre l'assuré et l'assurance. L'UDC souhaite donc la création, pour l'assurance obligatoire, d'un catalogue de prestations de base limité aux besoins de santé essentiels et pouvant être complété par des prestations optionnelles financées par une assurance complémentaire. Les requérants d'asile et les personnes admises provisoirement doivent être couvertes en dehors du système LAMAL à charge de la Confédération ou des cantons.

Stopper l'universitarisation du personnel soignant

La pénurie actuelle de personnel soignant est aussi une conséquence des erreurs faites au niveau de la formation. L'UDC voit mal comment on peut accroître la qualité et la quantité en exigeant des diplômes universitaires pour le personnel soignant. Un titre universitaire témoigne d'une formation théorique, mais ne dit strictement rien quant aux aptitudes

concrètes du diplômé face aux patients. Il serait plus juste d'encourager la formation professionnelle pratique dans les métiers des soins. Enfin, il faut développer la formation des médecins en Suisse en supprimant la limitation insensée qu'est le numerus clausus.



POSITIONS

L'UDC

- souhaite plus de concurrence dans la santé publique afin d'assurer une desserte médicale de qualité en ville comme à la campagne;
- exige plus de transparence concernant la qualité et les prix dans la santé publique afin de renforcer la liberté de choix et le degré de satisfaction des patients;
- demande un allègement du catalogue des prestations dans l'assurance de base et la création d'un catalogue de prestations sous la forme d'une liste positive. Des changements de sexe, des opérations de beauté, etc... ne doivent pas être mis à la charge de la collectivité;
- demande la suppression immédiate de la limite supérieure fixée par l'Etat pour la franchise optionnelle dans l'assurance-maladie de base;
- s'engage à ce que les soins palliatifs soient officiellement ancrés dans la santé publique en tant que concept de soin global pour des personnes affectées d'une maladie incurable, mortelle ou progressant chroniquement;
- se bat contre les campagnes absurdes et onéreuses menées sous le couvert de la prévention. Ces actions destinées surtout à l'autosatisfaction de leurs auteurs minent la responsabilité individuelle des gens;

POSITIONS

L'UDC

- exige que des personnes vivant illégalement en Suisse (sans-papier et requérants d'asile refusés) soient privées de tout droit à l'assurance-maladie obligatoire;
- demande que l'on revienne sur l'universitarisation des métiers des soins et que la pénurie de personnel soignant soit combattue par la multiplication des places de formation;
- refuse la légalisation des drogues et condamne sévèrement les tentatives de minimiser la nocivité des stupéfiants.

AVANTAGES +

Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme patient, des soins de qualité;
- ✓ comme famille, des primes d'assurance financièrement supportables;
- ✓ comme habitant d'une région périphérique, une desserte médicale près de chez moi;
- ✓ comme médecin, le libre exercice de ma profession sans constante mise sous tutelle par l'Etat.